

## **Social-Démocratie: De quoi parlons-nous exactement...**

A l'heure des interrogations sur l'avenir du Parti Socialiste, les propos en faveur d'une coalition avec le centre, ou d'une orientation sociale-démocrate se multiplient, à l'instar d'exemples européens. Mais de quoi parlons-nous exactement?

Les références souvent citées en la matière sont l'Allemagne et l'Italie. Il faut y regarder de plus près. La coalition composée des députés du CDU et du SPD en place depuis 2005, au Bundestag ne doit pas nous faire oublier que l'Allemagne est un état fédéral où les länder, ont dans leur compétence, la gestion d'une large part du quotidien des allemands, puisqu'il s'agit entre autres, de l'éducation, de la culture, de la police.

Or, ce dimanche, un gouvernement SPD/Verts vient de remporter les élections dans la ville-état de Brême, faisant perdre à Angéla Merl sa majorité au Bundesrat (Conseil fédéral dont les membres sont nommés par les gouvernements des länder).

La comparaison entre les deux pays a ses limites, on l'a notamment vu lors des problèmes du consortium EADS: si les länder peuvent participer à son financement, ceci est loin d'être le cas pour les régions françaises.

L'exemple italien a lui aussi montré le périlleux équilibre des coalitions avec la démission cet hiver du gouvernement de Romano Prodi. .

Le salut peut-il venir du côté de la sociale- démocratie, sage modèle de politique européenne? Nous devons faire l'état des lieux, en observant de plus près l'Europe à laquelle nous faisons référence.

Les exemples précédents traduisent notre regard souvent étroit : il est vieux de 50 ans, ou de 30 ans si nous reprenons comme une preuve audacieuse, les exemples scandinaves. Il se replie sur les pays fondateurs, produits des politiques sociales- démocrates, voire chrétiennes- démocrates des années 50. Or l'Europe de 2007, c'est autre chose. 27 pays, près de 500 millions d'habitants et nous devons nous adapter à cette réalité, parfois lointaine, qui rejoue chaque jour les représentations et les solidarités.

En effet, les élections européennes de juin de 2004 pour les 732 députés, ont donné une domination de la droite (269 sièges), suivie des socialistes (201 sièges) mais surtout en proportion, marquent la forte progression des groupes eurosceptiques et de l'extrême droite passant de 27 à 69 sièges.

La tendance se confirme, au niveau national, chez les nouveaux venus avec les dernières élections en Pologne, en septembre 2005, et Roumanie, ces jours-ci, qui ont consacré la victoire à un candidat de centre droit, aux accents populistes, dénoncé comme un dictateur en herbe. Ces élections n'augurent rien de bon pour les prochaines élections européennes de 2009.

La France du 6 mai 2007, nous rapprocherait de cette Europe aux populations en désarroi en se donnant à une droite décomplexée et bavarde, qui répond aux intérêts premiers.

Ces verdicts sortis des urnes montrent que le modèle social- démocrate n'accroche plus, chez des populations heurtées par les passages à l'économie de marché, l'ouverture européenne ou mondiale.

Notre approche des sociétés européennes du XXI<sup>e</sup> siècle doit alors être modifiée.

La sociale- démocratie, consistait à gérer, dans une grande partie du XX<sup>e</sup> siècle les divisions sociales, nées de l'injustice capitaliste, en collaboration avec le monde syndical et dans la pluralité politique.

Or, aujourd'hui non seulement l'Europe a changé de mesure, mais les rouages de la sociale- démocratie se sont profondément modifiés. Les divisions ne reposent plus sur des intérêts communs, mais sur une communauté des difficultés, nées de la précarisation, de la division internationale du travail, des longues périodes, chez les jeunes, d'entrée sur le marché de l'emploi, faites d'alternances de chômage, de formation, bref de coupures qui empêchent toute adhésion à un système intégrateur. A cela s'ajoute le maintien permanent de la main d'œuvre féminine dans le temps partiel, les bas salaires pénalisant toute vision globale du monde du travail. La constante opposition entre secteur privé et public, au prix d'une culpabilisation de ce dernier, parachève les clivages.

La sociale- démocratie a l'avantage d'habiller large, mais dans un monde du travail de plus en plus divisé et confronté à des enjeux mondiaux, elle a l'inconvénient de mal cerner les contours d'un électorat volatile. Ainsi ne sachant donner des réponses tranchées, ceux qui hier en constituaient le public favori, car représenté avec justesse, furent vers des réponses radicales d'extrême droite comme en 2002 ou d'une droite des plus libérales, comme en ce dernier mois de mai.

Il faut être alors capable de chercher ailleurs des éléments de refondation.

On peut pour cela appréhender les sociétés à toutes les échelles, du quartier au monde, d'y viser l'invariant et l'intemporel afin de répondre le mieux possible à la réalité, d'y retisser les solidarités, tout en y guettant les non-dits, les silences de ceux qui ont renoncé à l'espace public. La tâche est ardue.

Les quartiers des classes défavorisées, par exemple, méritent mieux qu'un regard répressif. Y vit notre part de la population la mieux adaptée à la mondialisation. Les jeunes y constituent une population urbaine, mondialisée et polyglotte. La métropole est leur domaine. De Paris à Dakar, de Londres à Istanbul, ils plongent dans cette urbanité avec facilité. L'école doit alors leur permettre de se reconnaître comme des citoyens à part entière dans notre pays, eux qui se reconnaissent partout ailleurs. Être socialiste au XXI<sup>e</sup> siècle, c'est donner cette dimension à notre projet politique.

La nouvelle carte de l'électorat a mis en évidence des basculements inédits, des clivages, est/ouest, banlieues/centre- villes, rural/urbain. Ils montrent comment la perception de l'espace varie en fonction des injustices que l'on y vit, ou pire comment s'élaborent des stratégies de repli face à l'adversité. L'équilibre des territoires doit être un enjeu fondamental, afin de permettre à chacun de ne pas être laissé pour compte dans des concurrences territoriales de niveau mondial. Le « marché des lieux » auxquels se livrent aujourd'hui les entreprises, la pression immobilière, ne doivent pas toujours pénaliser toujours les mêmes. Être socialistes c'est faire de la cohérence territoriale et de l'altérité des projets novateurs, car ils placent le citoyen au centre d'enjeux tant locaux, qu'internationaux.

Si le seul procès que l'on puisse faire au parti socialiste, actuellement est un procès en archaïsme, non seulement cela reste à prouver, mais la solution est simple; il lui suffit d'être un parti du XXI<sup>e</sup>. Être socialiste au XXI<sup>e</sup> siècle, ce n'est pas renoncer au questionnement sur les injustices, c'est se poser toujours les mêmes questions, mais en prenant acte des espaces emboîtés dans lesquels vos vies se conjuguent de plus en plus. *Sandrine DOUCET.*